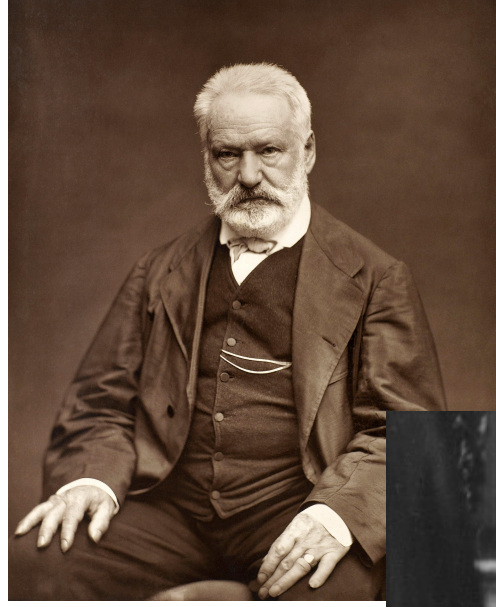


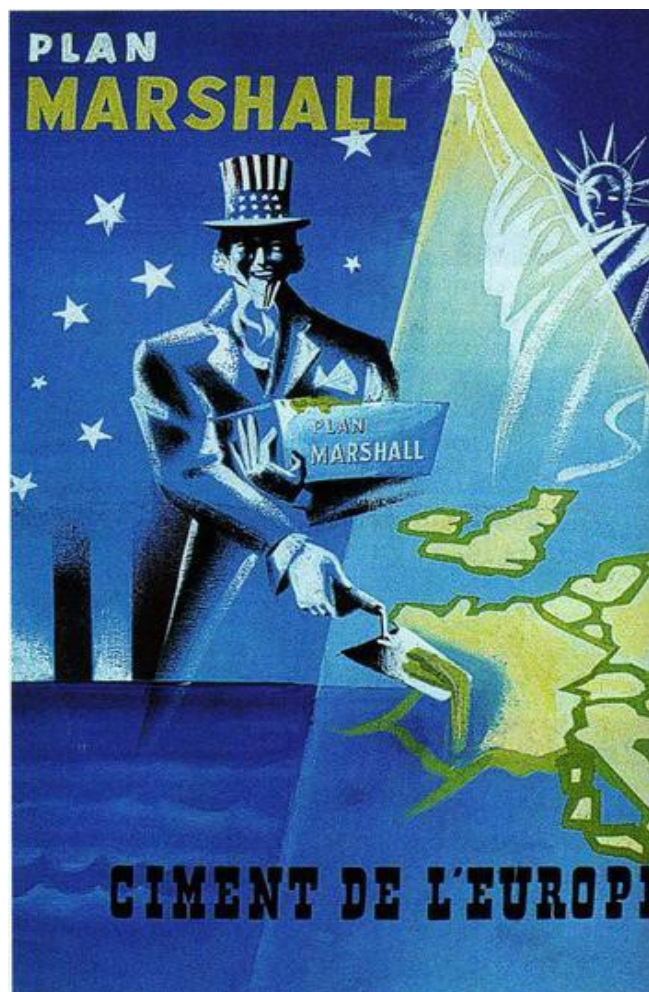
LES ECHELLES DE GOUVERNEMENT DANS LE MONDE

LE PROJET D'UNE EUROPE POLITIQUE DEPUIS 1948

I – Le projet politique d'une Europe en croissance

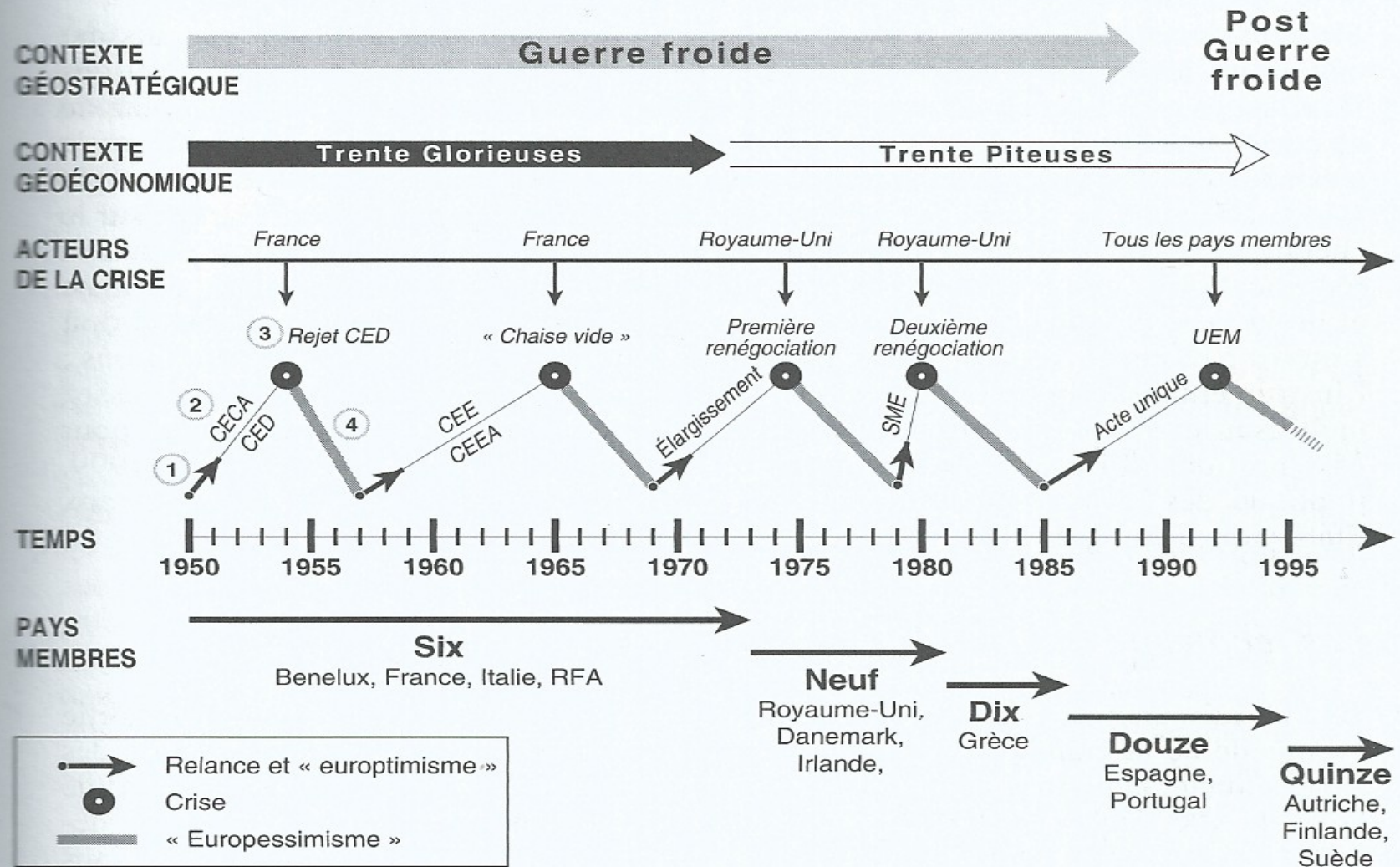
1 – héritages et mise en place





I – Le projet politique d'une Europe en croissance

2 – une association régionale particulière



Les cycles dans la construction européenne

Comme le démontre ce schéma, l'intégration européenne obéit à une dynamique cyclique intradécennale. Chaque cycle comprend quatre phases : un objectif mobilisateur (1) permet de renouer avec l'«eurooptimisme» (2) qui s'essouffle du fait de l'opposition d'un ou plusieurs États. La crise (3) annonce une période d'«europessimisme» (4) dominée par la divergence entre les partenaires.

Mais aujourd'hui, l'augmentation du nombre des adhérents, les modifications du contexte géoéconomique («Trente Glorieuses» suivies des «Trente Piteuses») et du cadre géostratégique (guerre froide jusqu'en 1989) compliquent ces cycles.

1952



1973



1981



1986



1990



1995



2004



2007



CONTEXTE
GÉOSTRATÉGIQUE

Guerre froide

CONTEXTE
GÉOÉCONOMIQUE

Trente Glorieuses

ACTEURS
DE LA CRISE

France

France

Royaume-Uni

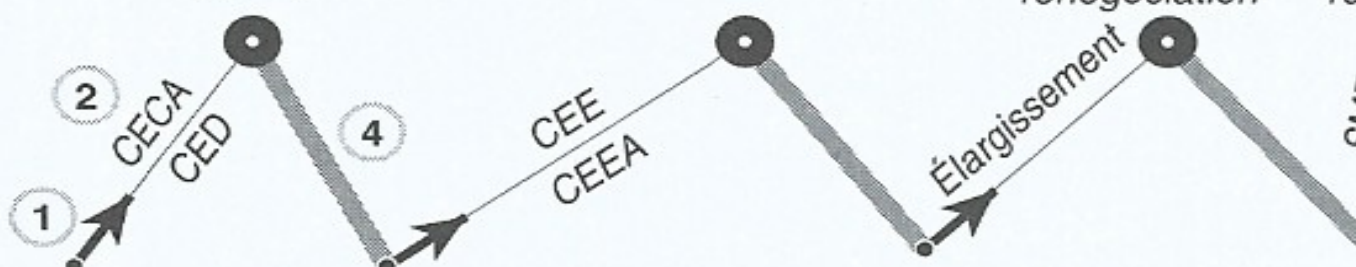
R

3 Rejet CED

« Chaise vide »

Première
renégociation

re



TEMPS

1950 1955 1960 1965 1970 1975

PAYS
MEMBRES

Six

Benelux, France, Italie, RFA

Neuf

Royaume-U
Danemark

PAC



1962

LA PAC EST NÉE!

Le but essentiel de cette politique est de garantir des prix corrects pour les agriculteurs. D'année en année, les agriculteurs produisent de plus en plus de denrées alimentaires. Les magasins sont pleins de produits alimentaires à des prix abordables. Le premier objectif, la sécurité alimentaire, a été atteint.

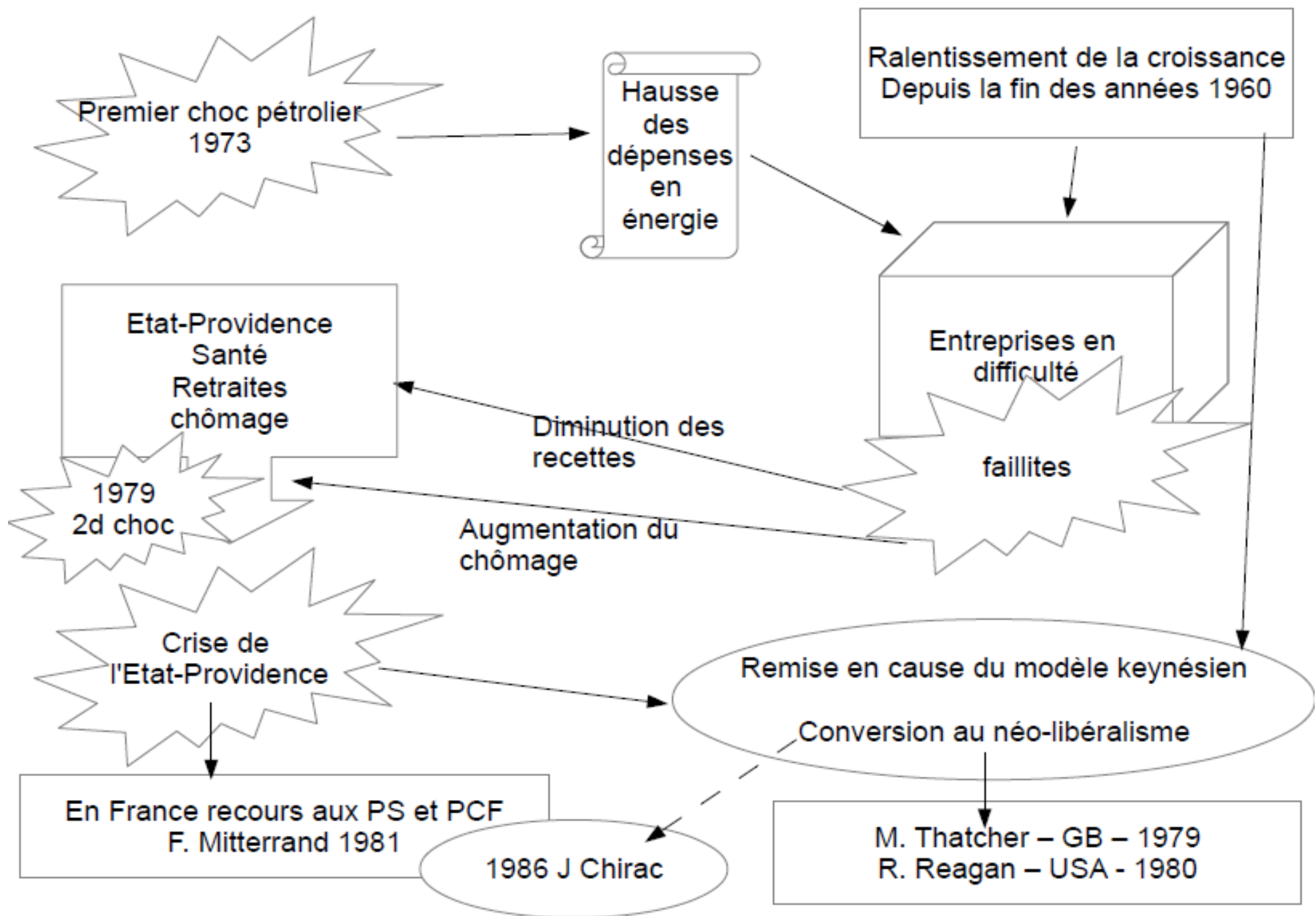


Années

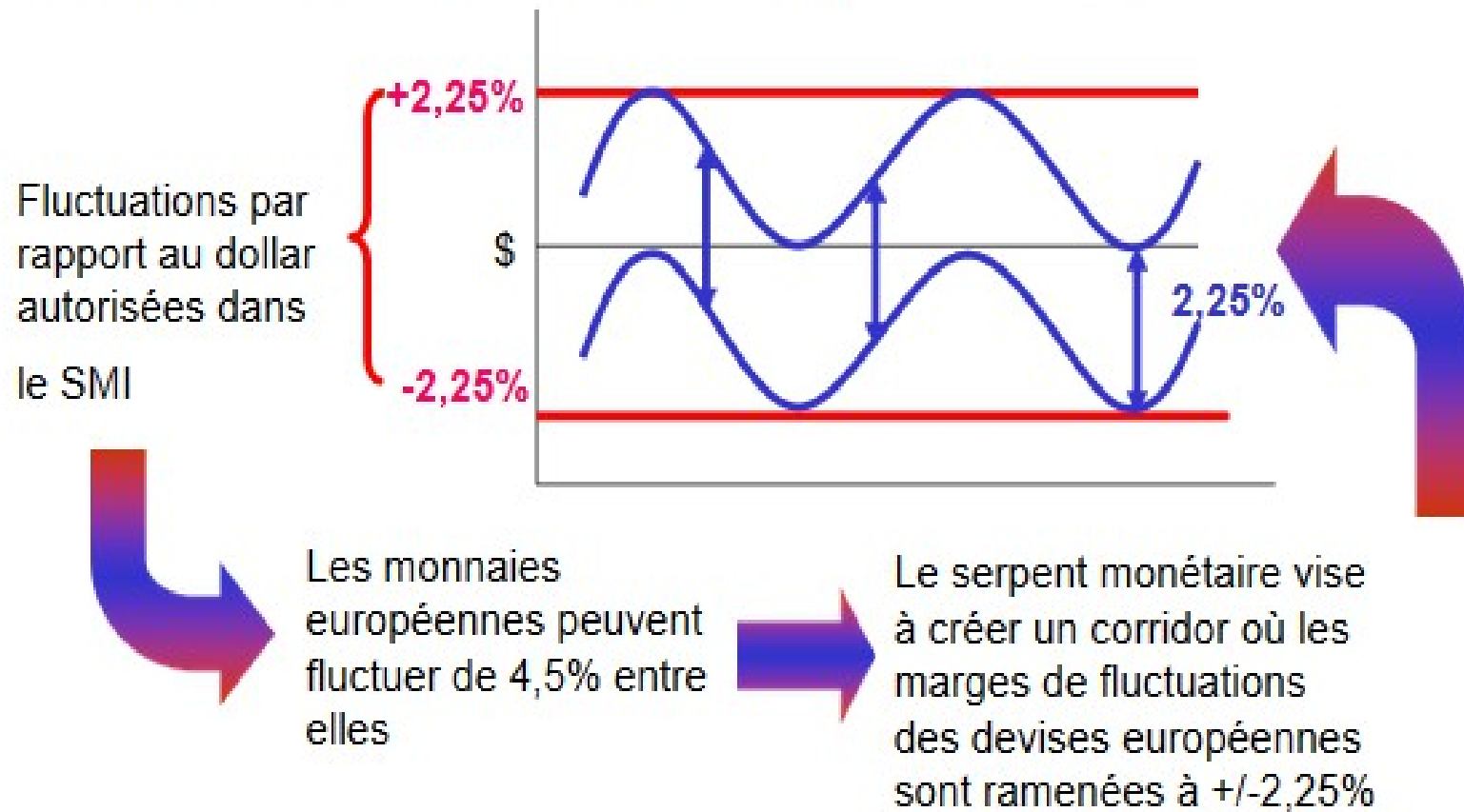
70 - 80

LA PAC EST VICTIME DE SON PROPRE SUCCÈS.

Les exploitations agricoles sont si productives qu'elles fournissent plus de denrées alimentaires que nécessaire. Les excédents sont stockés et génèrent des montagnes de «nourriture». Plusieurs mesures sont mises en place pour rapprocher le niveau de production des besoins du marché.



Le dispositif de l'accord de Bâle, avril 1972



LES ECHELLES DE GOUVERNEMENT DANS LE MONDE

LE PROJET D'UNE EUROPE POLITIQUE DEPUIS 1948

II – poursuite de la construction

1 – de l'Acte unique à l'UE

CONTEXTE
GÉOSTRATÉGIQUE

Guerre froide

CONTEXTE
GÉOÉCONOMIQUE

Trente Glorieuses

Trente Piteuses

ACTEURS
DE LA CRISE

France

France

Royaume-Uni

Royaume-Uni

Tous les pays

③ Rejet CED

« Chaise vide »

Première
renégociation

Deuxième
renégociation

UEM

①
CECA
CED

④
CEE
CEEA

Élargissement

SME

Acte unique

TEMPS

1950 1955 1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990

PAYS
MEMBRES

Six

Benelux, France, Italie, RFA

Neuf

Royaume-Uni,
Danemark,
Irlande,

Dix

Grèce

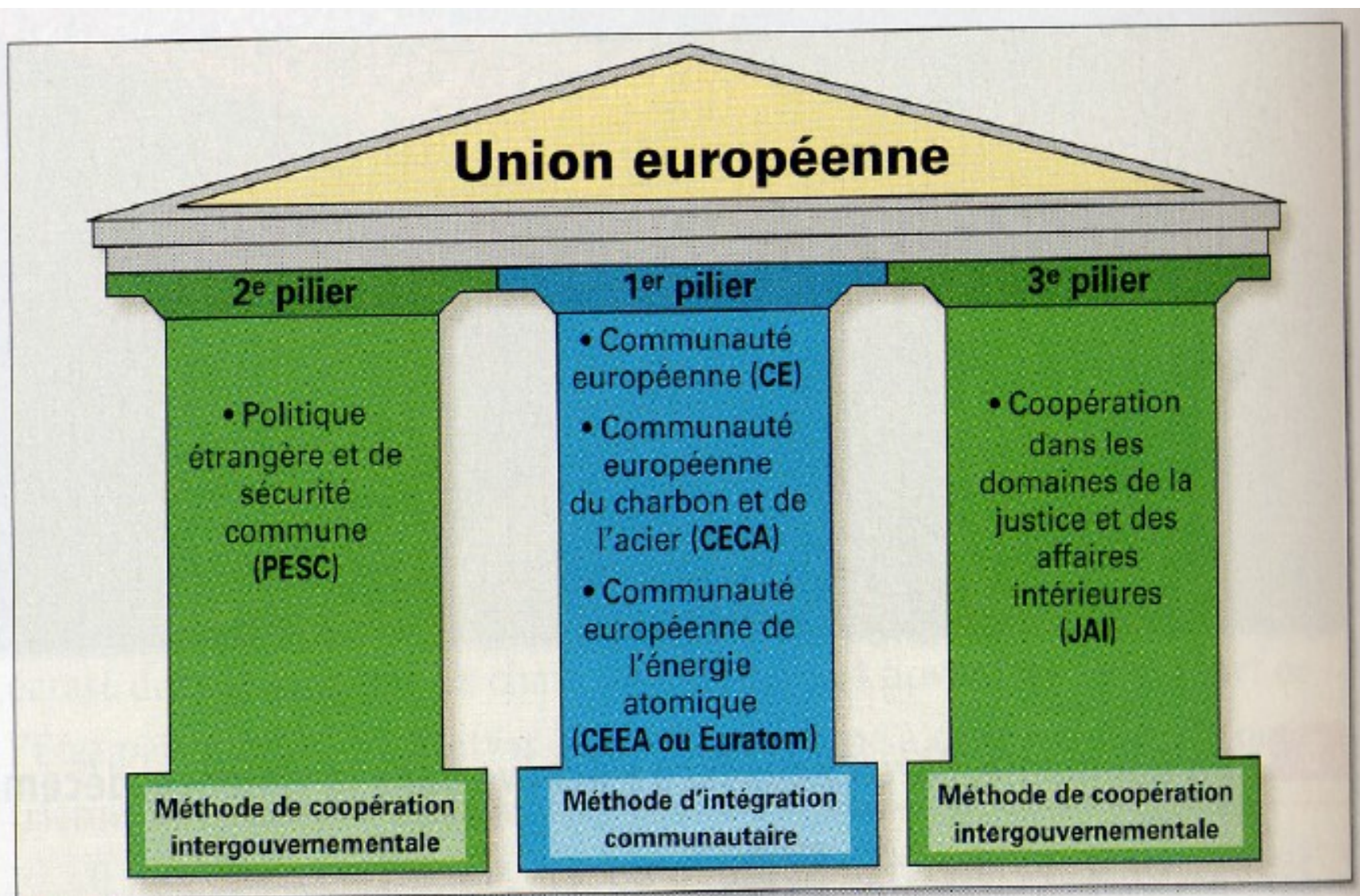
Douze

Espagne,
Portugal



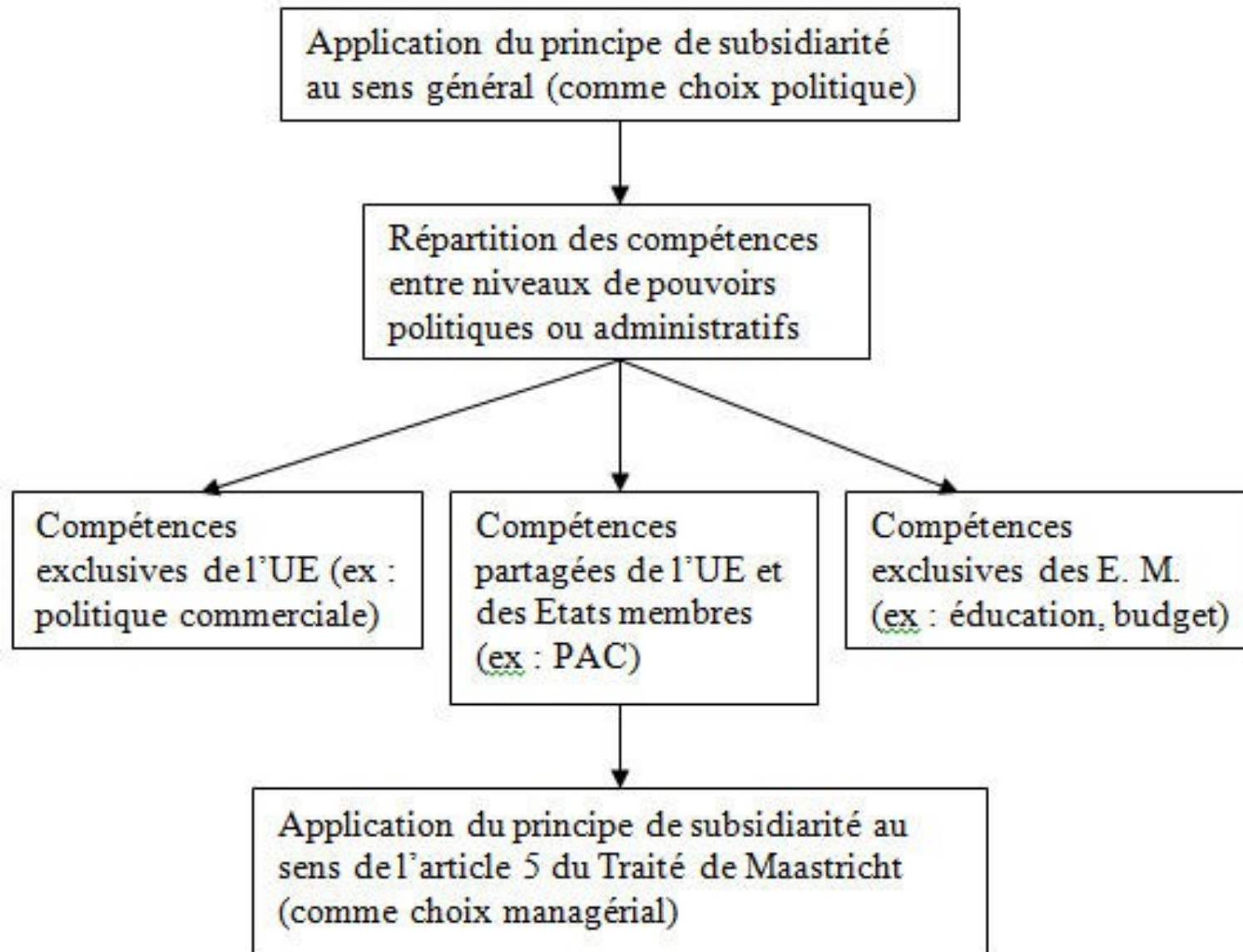
Relance et « europtimisme »

Crise



1

Les trois piliers de Maastricht



2 Le traité de Maastricht institue une citoyenneté européenne

Art. 8. – Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité.

Art. 8 A. – Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres [...].

Art. 8 B. – Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État [...]. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État

membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État [...].

Art. 8 C. – Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État [...].

Art. 8 D. – Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen [...].

Extraits du *traité sur l'Union européenne*
du 1^{er} février 1992

Union Economique et Monétaire :

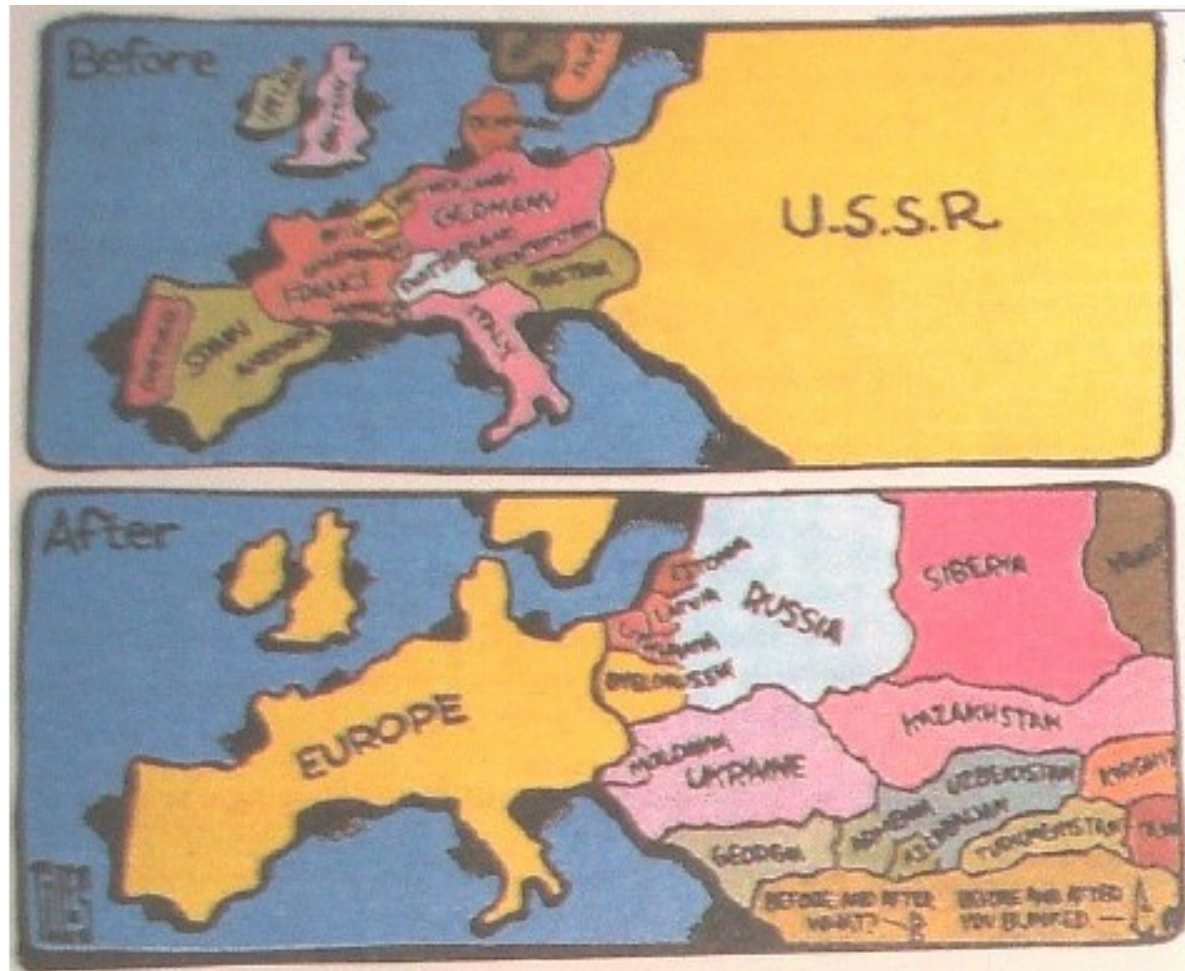
La coordination des politiques économiques entre les États membres

La coordination des politiques fiscales, notamment sous la forme de limites en matière de dette et de déficit publics

Une politique monétaire indépendante administrée par la Banque centrale européenne (BCE)

La monnaie unique et la zone euro

Intégration des PECO dans les années 1990



II – poursuite de la construction

2 – les nouveautés des années 2000



MAASTRICHT	AMSTERDAM	NICE	LISBONNE
1992	1997	2001	2007
1993	1999	2003	2009
citoyenneté	Sanction des pays si pb droits fondamentaux		Charte des droits fondamentaux
Monnaie unique			BCE = institution
subsidiarité			Redéfinition des compétences
codécision	>Simplifiée et généralisée	> étendue	
Majorité qualifiée		>Redéfinie. 62% pop°	>55% membres 65% pop°
	Coopération renforcée	> assouplie	
	Schengen intégré		
PESC			Haut représentant PESC
Les traités européens au tournant des XXe et XXIe		Réforme institutionnelle => travail Constitution... 1 commissaire/ Etat	Conseil = institution
		Psdce Conseil 6 mois	2 ans 1/5
			Clause de sortie
			Initiative citoyenne – 1MM- 7 pays
			UE personnalité juridique

Un pouvoir partagé entre trois institutions



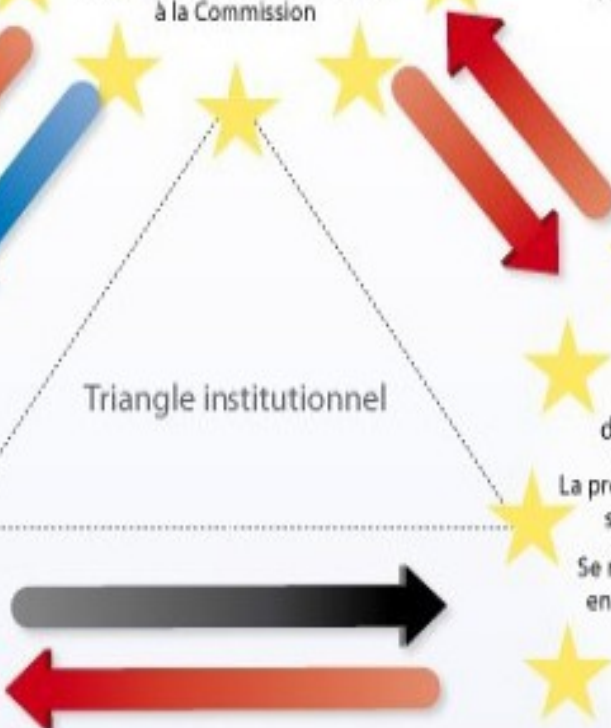
Photo : CR

Siège de la Commission européenne à Bruxelles (Bel.)



Photo : DR

Parlement européen à Strasbourg



Triangle institutionnel

Les problématiques récentes :

- crise économique et reprise (2008-2012)
- migrations (2015)
- terrorisme (2015-2016)

- montée du populisme
- déficit démocratique

Faut-il conclure ????????



Dans la bulle bruxelloise (...) les fonctionnaires, diplomates, journalistes sont tous entrés à reculons dans cette année 2016. Ce qui les tétanise c'est l'impopularité de « leur » Union. Quoi qu'ils disent, les opinions publiques ne suivent plus. L'Europe libérale, démocratique, ouverte, plus personne ne semble vouloir l'« acheter »(...) La crise financière ? « *Il y a eu une cassure quand les Allemands ont imposé leur solution : l'austérité. Ce traitement des pays méridionaux a cassé quelque chose dans la solidarité entre membres de l'Union* » constate un diplomate (...) La crise des migrants ébranle les dernières certitudes. A l'est, les gouvernements refusent de recueillir les réfugiés au motif qu'ils sont musulmans... Mais à l'ouest aussi, déstabilisés par des partis populistes de plus en plus véhéments, les gouvernements commencent à filtrer les passages à leurs frontières. Tant pis pour le traité de libre circulation de Schengen.

C. Ducourtieux, La fin des illusions, *Le Monde*, 9 février 2016